

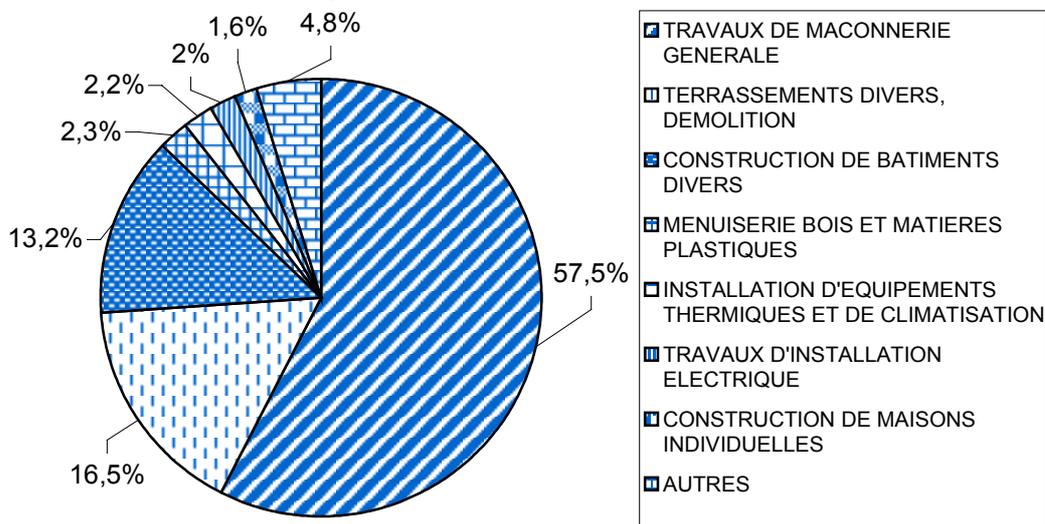
Le secteur du bâtiment et des travaux publics occupe une place prédominante dans l'économie mahoraise. Malgré le ralentissement d'activité enregistré au cours des deux dernières années, ce secteur reste l'un des principaux offreur d'emploi de l'île (avec 102 offres enregistrées par la Direction du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en 2002), et concentre plus de 20% des entreprises immatriculées au Registre général de Mayotte (Registre du commerce et Répertoire des métiers). D'après l'étude financière menée sur un échantillon d'une quarantaine d'entreprises entre 1999 et 2001, il ressort qu'en l'absence de carnets de commandes suffisamment garnis, il est à craindre une accélération de la dégradation de la situation financière des entreprises du secteur avec une incidence défavorable sur l'emploi.

1- La place du BTP à Mayotte

Un secteur clé de l'économie mahoraise

Le BTP vient au second rang des activités de l'archipel, après le secteur du commerce, avec 1 405 entreprises immatriculées à la Chambre professionnelle en 2002 (contre 1 258 en 2000), soit une progression de 12% en deux ans.

Répartition des chiffres d'affaires des entreprises du BTP par branche d'activité en 2001



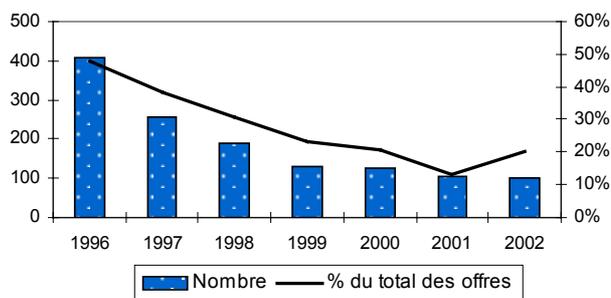
Source : Services fiscaux

Les entreprises de petite taille constituent l'essentiel des unités composant ce secteur d'activité : 32% des unités immatriculées sont des entreprises individuelles sans salarié et 56% emploient moins de cinq salariés, une douzaine d'entreprises disposent d'un effectif supérieur à 49 personnes. Ces dernières emploieraient à elles seules un peu moins de la moitié des salariés du secteur BTP, ce secteur occupant près du quart de la population active de Mayotte estimée à 48800 en 2000 (selon l'INSEE).

Depuis quelques années, la situation du marché de l'emploi s'est particulièrement dégradée dans le BTP et le nombre d'offres d'emploi concernant la construction et les travaux publics n'a cessé de chuter entre 1996 et 2002. Bien qu'il représentait près de la moitié des offres d'emploi enregistrées par la Direction du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DTEFP) en 1996, le BTP ne représente plus, au 31 décembre 2002, que 20% du total des offres. Après le tertiaire, le BTP est en 2002 le second offreur d'emploi avec 102 offres enregistrées contre 107 en 2001 et 139 en 2000. Parallèlement, le nombre de demandes d'emploi dans ce secteur est resté relativement stable au cours des dernières années, dans une fourchette allant de 800 à 1000 demandes par an, représentant en moyenne entre 7 et 8% du total des demandes d'emploi dans l'île.

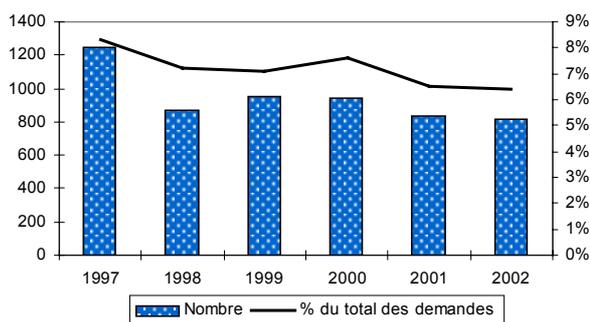
En 2002, la DTEFP proposait 4 formations « stages diplômants » orientées vers les métiers du BTP (CAP carrelages mosaïque, installation sanitaire, et BEP finition, construction bâtiment gros œuvre). En 2003, ces mêmes formations seront offertes en pré-qualification.

Evolution de l'offre d'emploi dans le BTP entre 1996 et 2002



Source : DTEFP

Evolution de la demande d'emploi dans le BTP entre 1997 et 2002

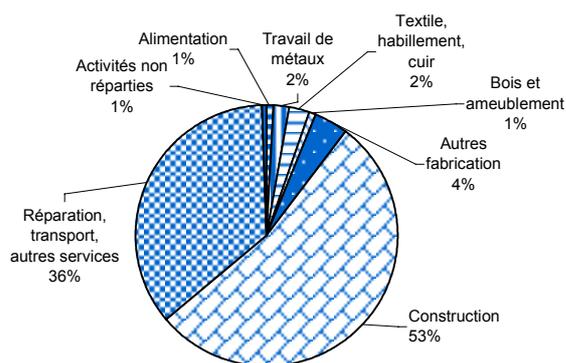


Source : DTEFP

Un secteur composé en majorité de petites unités à caractère artisanal

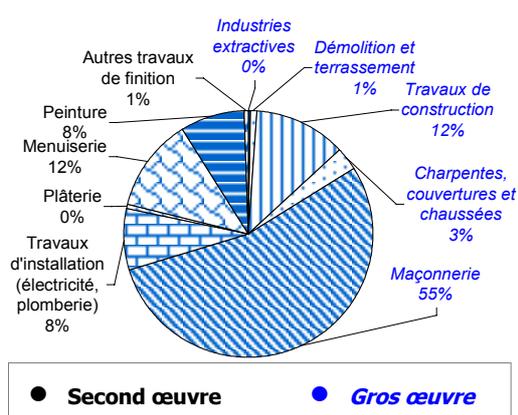
Parmi l'ensemble des entreprises artisanales de l'île (définies comme entreprises ayant moins de 5 salariés), le secteur du BTP représente à lui seul plus de la moitié des unités en activité en 2002.

La répartition des entreprises artisanales par type d'activité en 2002



Source : Chambre professionnelle

Les entreprises artisanales du BTP en 2002



Source : Chambre professionnelle

Les seules activités de gros-œuvre avec 867 entreprises sur 1235 entreprises artisanales du BTP immatriculées, occupent plus des deux tiers des entreprises artisanales du BTP qui se concentrent majoritairement dans les activités de maçonnerie (54%), menuiserie (12%) et travaux de construction (12%). Ce sont, en effet, des activités qui ne nécessitent pas de qualification ou de formation spécifique et qui permettent à de jeunes mahorais de travailler notamment dans de petites structures familiales.

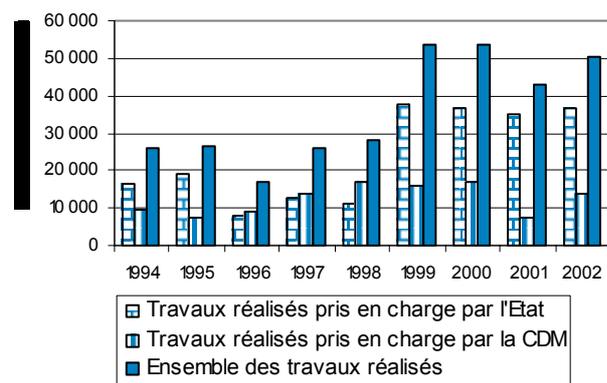
Un secteur dont les perspectives restent mitigées

La forte pression démographique (le recensement général de la population 2002 de l'INSEE évalue la population à 160 265 habitants avec un taux de croissance annuel de 4,1%) et le déficit actuel en infrastructures induisent des besoins très importants en termes de logements, de constructions scolaires et autres équipements ou infrastructures publiques. Les entreprises de ce secteur sont de fait largement dépendantes des commandes du secteur public (essentiellement la Collectivité départementale, les communes et la Société immobilière de Mayotte, SIM, - société d'économie mixte unique opérateur du logement social à Mayotte -).

DEPENSES ENGAGEES ET LIQUEEES (en milliers d'euros)	Travaux totaux					
	Travaux engagés	Travaux réalisés	Travaux engagés	Travaux réalisés	Travaux engagés	Travaux réalisés
	2000	2000	2001	2001	2002	2002
Urbanisme & études	121	77	216	133	116	78
Routes et ponts	11 313	9 212	10 481	7 523	6 727	10 280
Constructions publiques	15 847	9 939	9 794	8 133	24 479	13 454
V.R.D.	9 170	8 688	5 254	3 677	8 054	6 862
Base aérienne	1 041	812	191	329	525	495
Aménagement portuaire	798	250	608	402	5 109	1 475
Logement RHI	30 118	24 715	24 420	23 761	19 776	17 132
Total	68 408	53 693	50 964	43 958	64 787	49 776

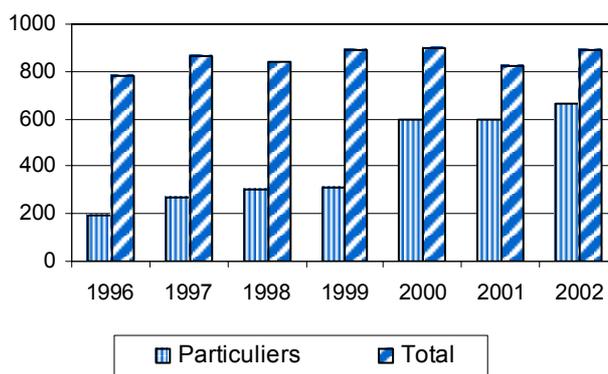
Source : Direction de l'équipement

Dépenses des travaux réalisés entre 1994 et 2002



Source : Direction de l'équipement

Evolution du nombre de permis de construire entre 1996 et 2002



Source : Direction de l'équipement

Les efforts de développement au niveau public sur ces trois dernières années se sont dirigés vers le secteur éducatif (construction du lycée de Pamandzi, travaux de réhabilitation et d'extension d'un certain nombre d'établissements scolaires de la Collectivité) et vers l'aménagement du réseau routier (notamment dans le nord de l'île, mais aussi avec la construction de la rocade de M'tsapéré). Pour l'année 2003, les prochaines constructions s'orienteraient principalement dans les mêmes domaines avec, après les services de la maternité et de la pédiatrie du Centre Hospitalier de Mamoudzou (2000), la construction entre autre de maternités intercommunales.

Alors que la SIM a construit au cours des années passées, en moyenne, plus de 775 logements par an, le niveau de production a nettement baissé depuis 2000. Parallèlement, le nombre total de permis de construire délivrés a progressé de 8,2% en 2002 et le nombre de permis de construire accordés aux particuliers a été multiplié par 2 (+ 111% entre 1999 et 2002).

La réalisation de quelques programmes immobiliers à usage de logements ou de certaines opérations d'envergure comme le centre commercial « Lukida » en 2001 a ainsi permis à la commande privée, d'assurer le relais de la commande publique.

2- Analyse de la situation financière : ralentissement de la croissance des entreprises du BTP

Avertissements :

- *Le poids du secteur informel dans l'économie de mahoraise est important. Par ailleurs, un nombre significatif d'entreprises du BTP est constitué des petites entités artisanales non soumises à l'obligation de produire une documentation comptable (système du forfait).*
- *Les efforts de restructuration de la profession comptable à Mayotte entamés ces dernières années sont significatifs tant quantitativement que qualitativement mais des progrès restent à faire. Nombre d'entreprises n'ont pas encore produit de documents comptables pour l'exercice 2001.*
- *L'étude concerne toutes les entreprises du BTP toutes formes juridiques confondues. Ce choix délibéré est fait en considération de plusieurs éléments :*
 - *la séparation des entreprises individuelles (33% de l'échantillon) diminuait de manière trop sensible le champ de l'étude dont l'objectif est l'observation de l'évolution globale des performances économiques et financières du secteur,*
 - *la limitation de l'étude au secteur formel et aux structures ayant produit régulièrement de la documentation comptable,*
 - *l'absence de données macro-économiques tel que le PIB qui permettrait de mesurer de façon plus pertinente le poids du secteur dans l'économie mahoraise.*

Dans le cadre de l'étude, l'évolution de la situation financière des entreprises du BTP a été appréhendée à partir d'un échantillon homogène d'une quarantaine d'entreprises observées sur les trois dernières années (1999, 2000, 2001). Elles peuvent être classées en quatre catégories selon leurs chiffres d'affaires (CA) réalisés sur la période d'étude :

Type d'entreprise	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires	Effectif moyen de l'entreprise
Micro-entreprises	12	CA < 250K€	1
Entreprises de petite taille	14	250 K€ < CA < 1 M€	16 (autour de 20 salariés)
Entreprises de taille moyenne	13	1 M€ < CA < 10 M€	43 (autour de 50 salariés)
Entreprises de grande taille	2	>10 M€	> 50 salariés
TOTAL	41		

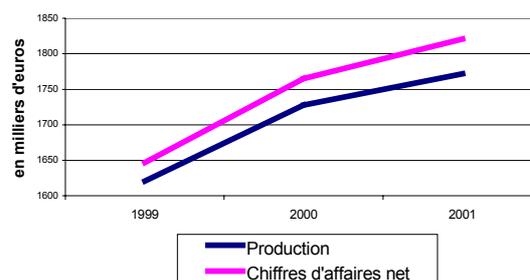
Selon qu'on intègre ou non dans l'échantillon observé les entreprises individuelles, les résultats obtenus varient notamment au niveau des indicateurs d'exploitation.

Ralentissement de la croissance de l'activité des entreprises...

Le chiffre d'affaires (CA) moyen des entreprises du BTP (toutes formes juridiques confondues) a progressé régulièrement entre 1999 et 2001 (+ 5 % par an en moyenne). Après avoir progressé de 6,2 % entre 1999 et 2000, le chiffre d'affaires n'a augmenté que de 3,4 % en 2001. Cette décélération résulte en bonne partie, de la fin du XI^{ème} contrat de plan et du programme des grands travaux ordonnés par la collectivité mais aussi, des retards pris dans la mise en œuvre du XII^{ème} contrat de plan. Cette évolution diffère cependant selon l'échantillon observé : en effet en considérant uniquement les entreprises à forme sociale, le chiffre d'affaires moyen obtenu accuse une augmentation de 1,4%.

Toutefois, toutes les entreprises ne sont pas égales devant ce constat. En effet, si les entreprises de gros œuvre ont globalement vu leur CA progresser entre 1999 et 2001, il n'en va pas de même pour les entreprises de second œuvre qui ont d'abord vu leur CA lourdement chuter en 2000 (- 11,3 %) avant de se redresser singulièrement en 2001 (+ 8,6%). De même, les petites entreprises ont en moyenne connu un recul de leur activité en 2000 (- 2 %) alors que les plus grosses ont cherché à maintenir un niveau d'activité élevé, avant de rebondir l'année suivante (+ 23 %).

Evolution de l'activité entre 1999 et 2001



Source : IEDOM Mayotte

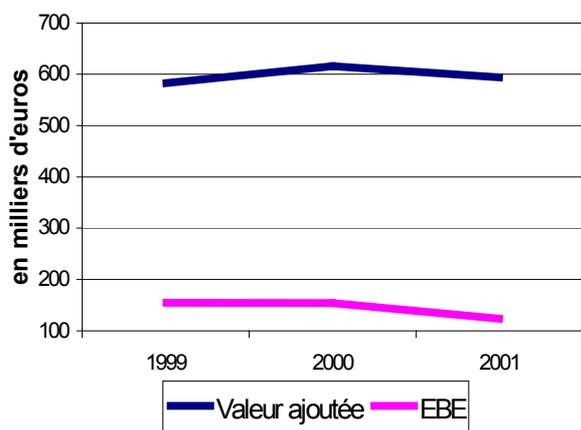
La production de l'exercice, sensiblement identique au CA a suivi la même évolution tandis que les productions stockée et immobilisée sont restées à un niveau négligeable au cours de la période observée traduisant la faiblesse des chantiers en cours en fin d'année. Ce constat est vérifié que l'on intègre ou non les entreprises individuelles dans l'échantillon observé.

Dégradation de la rentabilité brute d'exploitation des entreprises...

L'érosion de la valeur ajoutée tient à une progression plus soutenue des consommations intermédiaires (+ 6,4 % par an en moyenne) par rapport à celle du CA.

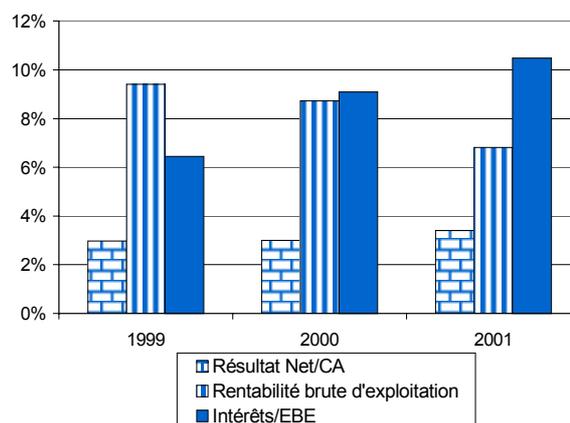
Il convient néanmoins de distinguer, parmi ces consommations intermédiaires, l'évolution des achats de matières premières des autres achats et charges externes. Après avoir fortement progressé entre 1999 et 2000 (+ 9,5 %), les premiers se stabilisent en 2001 tandis qu'à l'opposé, les seconds accélèrent leur progression (+ 10,8 % en 2001 contre + 3,4 % en 2000). Cette évolution est à considérer avec prudence puisqu'elle diffère selon la composition de l'échantillon observé : hors entreprises individuelles, les consommations intermédiaires recule de 3% sous l'effet notamment de la baisse des achats de matières premières (- 4%) et de la hausse modérée des charges externes (+ 3%).

Evolution de la rentabilité économique entre 1999 et 2001



Source : IEDOM Mayotte

Evolution de la rentabilité entre 1999 et 2001



Source : IEDOM Mayotte

Globalement, les charges de personnel ont suivi une évolution parallèle à celle du CA, leur poids reste donc stable autour de 20 % du CA.

Conséquence de la stabilité du poids des charges de personnel, l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) connaît une évolution similaire à celle de la Valeur Ajoutée, orientée à la baisse. Il perd 2,5 points en trois ans représentant ainsi 6,8 % du Chiffre d'affaires en 2001.

Mais une politique d'investissements qui influence favorablement le résultat d'exploitation...

Le résultat d'exploitation, quant à lui, progresse sensiblement au cours de la période (+ 20 % par an en moyenne) du fait du jeu des amortissements et des provisions (baisse des dotations et augmentation des reprises).

Des charges financières peu élevées...

Les frais financiers sont restés négligeables sur la période observée en raison d'un recours très modéré à l'endettement (moins de 1 % du CA en moyenne). Le résultat courant avant impôts et le résultat net ont suivi la même tendance que le résultat d'exploitation. Limité aux entreprises à forme sociale, le rapport frais financiers / CA passe à 2 %.

Au final, la capacité d'autofinancement des entreprises du BTP régresse sur la période sous revue d'un peu plus de 12 % en considérant l'ensemble des entreprises, mais progresse de plus de 30% en excluant de l'échantillon les entreprises individuelles.

Consolidation progressive du haut de bilan...

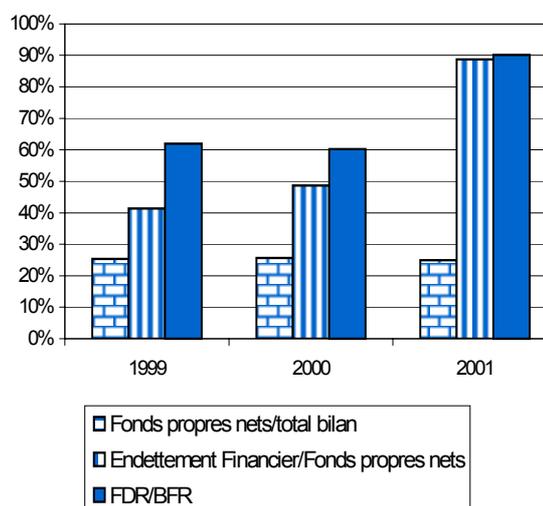
Les capitaux propres ont progressé régulièrement sur la période (+ 6,4 % par an en moyenne) grâce à la mise en réserve systématique d'une grande partie des bénéfices. Le ratio de solvabilité (fonds propres nets / total bilan) se stabilise autour de 25 % soit un niveau correct. Les entreprises n'ont recouru que très faiblement à l'endettement. L'autonomie financière (fonds propres nets / dettes à terme) des entreprises du secteur s'est renforcée. Leur capacité de désendettement (mesurée par le ratio dettes à terme / capacité d'autofinancement) est également très satisfaisante, fin 2001, puisqu'il leur suffisait en moyenne d'une année d'activité pour permettre le remboursement de la dette (comparée à la norme de 3,5 années généralement admise).

Bien que les immobilisations brutes aient progressé de manière significative en valeur absolue (+ 16 % par an en moyenne) avec une tendance à l'accélération (+ 19 % en 2001 contre + 13 % en 2000), l'effort d'investissement est demeuré inférieur à 5 % du CA.

Le ratio amortissements / immobilisations amortissables se stabilise au-dessus de 60 % sur toute la période malgré la marge d'endettement disponible. Les investissements pratiqués sont apparemment essentiellement des investissements de renouvellement plutôt que des investissements de croissance.

L'effort d'investissement est en toute logique d'autant plus marqué chez les grosses structures (+ 28 % en 2001) que chez les petites (+ 0,2 % en 2001), chez les entreprises de gros œuvre que chez les entreprises de second œuvre (- 0,2 % en 2001).

Evolution du ratio de structure entre 1999 et 2001



Source : IEDOM Mayotte

Bonne maîtrise de la gestion du bas de bilan malgré des délais de règlement clients toujours élevés...

Le Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (BFRE) est resté relativement stable sur la période (voire même en légère amélioration pour bon nombre d'entreprises) pour atteindre en moyenne 60 jours de CA en 2001.

Les délais de règlement des clients se sont maintenus à un niveau élevé sur la période, à plus de 120 jours de CA (4 mois).

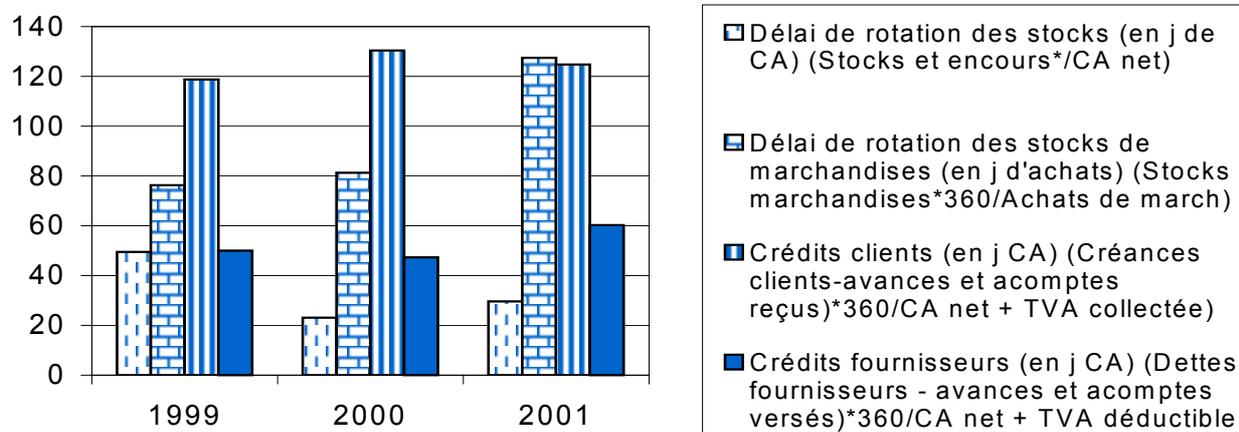
Si l'on exclut de notre échantillon les très grosses structures amenées à travailler sur des chantiers dont la durée est parfois très longue (entre 6 mois et 1 an), le délai de règlement moyen des clients ressort autour de 100 jours de CA.

En tout état de cause, les délais de règlement des clients demeurent supérieurs aux délais fournisseurs bien que la tendance de ces derniers soit plutôt à l'allongement en 2001 (60 jours de CA en moyenne contre environ 50 jours de CA en moyenne pour les exercices 1999 et 2000).

Les dettes fiscales et sociales sont restées stables sur la période représentant moins d'un mois de CA en moyenne. Enfin les stocks se sont globalement maintenus à un niveau moyen équivalent à moins de 30 jours de CA.

Ainsi, la bonne maîtrise des conditions d'exploitation aura permis de conserver un excédent de trésorerie d'exploitation largement positif sur toute la période, bien qu'en diminution régulière (6,6 % du CA en 2001 contre respectivement 12,5 % du CA et 8 % du CA en 1999 et 2000).

Evolution des ratios d'activité entre 1999 et 2001



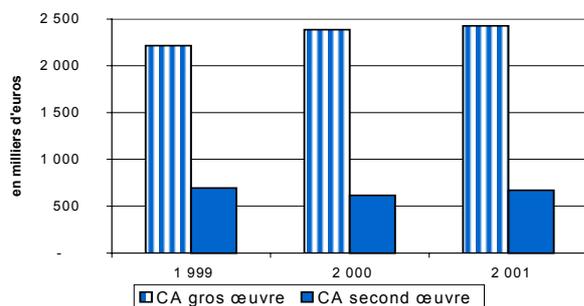
Source : IEDOM Mayotte

Renforcement de la trésorerie nette...

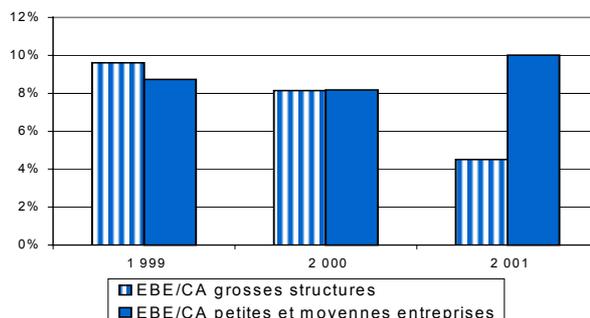
La progression du Fonds de Roulement Net Global (FRNG) conjuguée à la relative maîtrise du BFRE a permis de renforcer sensiblement la trésorerie nette de l'ensemble des entreprises du BTP.

Néanmoins, la trésorerie nette des entreprises de second œuvre est restée encore déficitaire obligeant celles-ci à recourir de manière croissante aux concours à court terme.

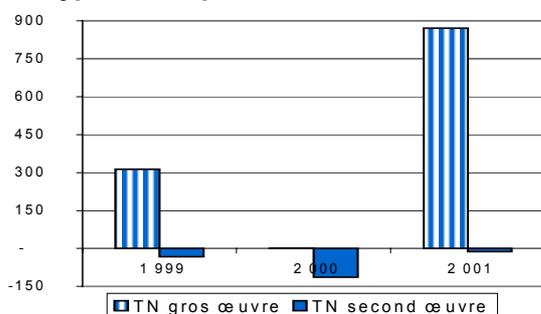
Evolution comparative du niveau d'activité moyen selon le type d'entreprise entre 1999 et 2001



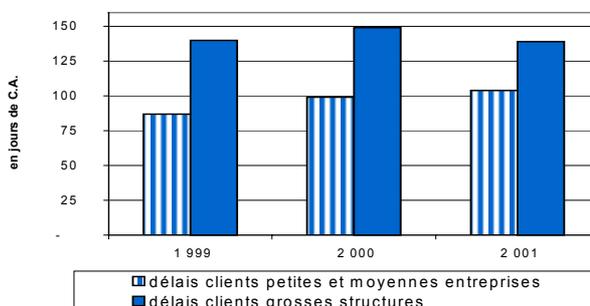
Evolution du taux de marge brute d'exploitation selon la taille de l'entreprise entre 1999 et 2001



Evolution comparative du niveau de trésorerie nette dégagée selon le type d'entreprise entre 1999 et 2001



Evolution comparative des délais moyens de règlement entre 1999 et 2001



Source : IEDOM Mayotte

METHODOLOGIE

- La présente étude sur la situation des entreprises du BTP a été réalisée à partir d'un échantillon d'entreprises disposant de documents comptables sur les exercices 1999 à 2001. Elle regroupe aussi bien les sociétés commerciales que les entreprises individuelles (tous métiers du BTP confondus) afin de disposer d'un échantillon suffisamment représentatif de ce secteur d'activité. Les tendances obtenues sont à considérer avec prudence puisque les plus grosses sociétés (en terme de chiffres d'affaires) retenues dans l'échantillon influencent fortement les résultats. Il s'est parfois avéré utile d'apprécier distinctement l'évolution de certains indicateurs financiers pour chacun des deux groupes d'entreprises observés afin de tenir compte de leur taille, de leur structure juridique et de leur mode de gestion.
- L'analyse financière a été réalisée à partir de l'élaboration des outils suivants :
 - Des bilans et comptes de résultats moyens selon la forme juridique (société ou entreprise individuelle) ou la nature de l'activité (gros œuvre, second œuvre)
 - Des ratios moyens de structure et de gestion permettant de déterminer le niveau moyen de performance des entreprises composant l'échantillon observé.